PANDÉMIES RÉACTIONNAIRES:

QUAND L'INTOLÉRANCE MENACE LES DROITS ET LA SANTÉ

Rapport

Avril 2025

INTRODUCTION

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une situation particulièrement préoccupante : les répressions contre les minorités se multiplient, l'extrémisme progresse et le repli sur soi s'accentue. **La violence et le rejet de l'autre se banalisent, tandis que les droits humains reculent et les inégalités se creusent**. La montée des idéologies rétrogrades menace la solidarité internationale.

Dans ce contexte, la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ne se résume pas à une question de santé publique : elle est un combat pour l'égalité, la dignité et pour un monde où l'accès aux soins ne dépend ni de son identité, ni de son origine. **Le Fonds mondial incarne cette vision. Mais aujourd'hui, ce mécanisme, l'un des plus puissants instruments de justice sanitaire, est menacé.**

C'est l'un des rares mécanismes internationaux permettant de combattre l'injustice en soutenant les associations communautaires engagées pour la santé de toutes les populations mais particulièrement les plus vulnérables et les plus discriminées. Cette approche correspond à ce que les mouvances réactionnaires rejettent. **L'assèchement des financements menacerait la santé mais aussi les droits humains**. Les conséquences d'une perte de vitesse dans l'engagement en santé mondiale sont bien connues, mais risquent d'être ignorées. Une double peine inacceptable.

Pour offrir une vision fidèle à la réalité de terrain, nous avons réuni les témoignages et l'expertise de celles et ceux qui, au quotidien, luttent pour un accès équitable aux soins. **Ils nous rappellent les défis quotidiens des malades dans des contextes nationaux parfois complexes, et insistent sur leurs inquiétudes face à la situation internationale**. Ils rappellent que les progrès accomplis ces dernières décennies ont été le fruit de combats acharnés. Qu'ils ont été permis grâce aux innovations médicales mais surtout en plaçant les droits humains au cœur de leur action. **Pour ne laisser personne de côté. Parce que c'est uniquement comme cela que les épidémies reculent.**

En cette journée mondiale de la santé, nous appelons collectivement à un engagement fort du gouvernement français pour défendre le droit à la santé pour tous et toutes.

Ce droit fondamental ne saurait connaître aucun compromis. Rien ne peut justifier qu'on en soit privé du fait de son orientation sexuelle, de son identité de genre, son origine, ses croyances, ses pratiques, ou toute autre raison. À l'heure où la vague de désengagement gagne en puissance, **la France, pour protéger les droits humains, a le devoir de se tenir du bon côté de l'histoire**.

L'ABANDON DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : UNE FAUTE POLITIQUE GRAVE AUX CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES

Les décisions de gel des aides financières portées depuis février par l'administration Trump sur la solidarité internationale entraînent des conséquences dramatiques sur la santé mondiale. La vague isolationniste réactionnaire risque d'emporter avec elle des années de lutte contre les épidémies.

L'inaction politique tue : nous ne récupérerons pas les vies perdues

La réduction drastique, voire totale, des financements étasuniens est arrivée brutalement, sans que les services de santé internationaux et locaux n'aient pu organiser de transition. Ces décisions irresponsables, prises par des décideurs politiques éloignés des réalités de terrain, privent des millions de personnes d'un accès vital à des traitements essentiels.

Les épidémies en cause sont mortelles, nous parlons d'enjeux qui impactent directement la vie des personnes concernées : toutes les personnes qui n'auront pas (ou plus) accès aux traitements, mourront. Et l'estimation chiffrée des pertes humaines est déjà colossale.

Le retrait des financements États-Uniens peut tuer 1 650 000 personnes atteintes du VIH en l'espace d'un an. Sur la même période, c'est 500 000 morts du fait de l'absence de vaccins, plus de 300 000 décès supplémentaires dus à la tuberculose, et près de 300 000 autres qui ne survivent pas au paludisme. En prenant en compte l'ensemble des coupes budgétaires actuelles (au-delà des États-Unis), The Lancet a récemment estimé entre 4,43 et 10,75 millions de nouvelles infections au VIH, et entre 770 000 et 2,93 millions de morts du sida supplémentaires d'ici à 2030. Arrêter ou réduire les financements est une erreur irréversible : on ne pourra pas récupérer les vies perdues.

"Ne plus financer la santé mondiale, c'est un crime contre l'humanité"

LONSI TSAKOU Laura, réseau RAJ+AOC Cameroun

Ces chiffres sont la conséquence du seul retrait États-Uniens, en une seule année. Les pertes déjà colossales atteindront des taux encore plus importants si les autres pays bailleurs suivent cette trajectoire.

> ***" Comme pour le climat où chaque degré compte, en santé mondiale, chaque ressource compte. Chaque euro sauve des vies. "***
>
> *Dr. Dinesh Mahalingam Harry - Public Health & Occupational Health Physician - SP Care Group, Malaysia, Malaysian AIDS Council, membre de Coalition PLUS*

Ne pas confondre progrès et succès : vers une recrudescence des épidémies

Depuis l'apparition du VIH dans les années 80, le nombre de morts n'a cessé d'augmenter pour atteindre son pic en 2004, avec 2 millions de morts annuels liés au sida dans le monde. En 2000, la Tuberculose était à l'origine de 1,7 millions de décès, et près d'un million de personnes succombaient au paludisme. D'immenses progrès ont été réalisés grâce aux programmes de solidarité internationale.

Dans les pays bénéficiaires du Fonds mondial, en 2022, le nombre de décès liés au sida avait diminué de 73% par rapport à 2002, le nombre de décès imputables au paludisme de 28 %, et le nombre de cas de tuberculose avait également chuté de 38%. Mais comme l'a évoqué le Coordinateur mondial pour le Sida, et haut fonctionnaire du bureau pour la sécurité et la diplomatie en matière de santé mondiale des États-Unis, John N. Nkengasong, les objectifs d'éradication des épidémies de sida, tuberculose, et paludisme d'ici 2030 (ODD 3.3) que la communauté internationale s'est fixée ne sont pas atteints. Il s'agit de ne pas confondre progrès et succès.

Se désengager maintenant, c'est abandonner les progrès durement obtenus et l'objectif d'éradication de ces maladies. Ce serait un retour en arrière brutal, entraînant inévitablement une recrudescence rapide et incontrôlable des épidémies.

"Les résultats sont très fragiles. Ils dépendent beaucoup des financements internationaux. C'est la persévérance du soutien, le continuum de l'attention qui fonctionnent."

Dr. Amira HERDOIZA, médecin spécialiste en santé publique, Directrice Exécutive de la Corporation Kimirina, membre de Coalition PLUS

Les coupes budgétaires entraînent l'arrêt des activités menées par les organisations communautaires locales, actrices de santé au cœur de la lutte contre l'exclusion et la stigmatisation.

Au-delà de l'accompagnement des malades tout au long de leur traitement, ces organisations mènent un plaidoyer actif auprès des gouvernements pour défendre les droits des plus vulnérables. Composées souvent de malades, d'anciens malades et de personnes marginalisées, elles sont les mieux placées pour atteindre ces communautés et répondre aux défis spécifiques qui les tiennent éloignées de la prévention et des soins. Toutes les personnes interrogées soulignent que leur travail de sensibilisation, de plaidoyer et d'accompagnement est crucial pour garantir l'accès aux soins et une prévention efficace. Pourtant, ces organisations sont aujourd'hui menacées de disparition. Sans elles, de nombreux progrès sociaux seront perdus et l'accès aux traitements gravement compromis.

"Toutes ces communautés qui ont été renforcées, qui ont été capables de s'affirmer, de contribuer à l'amélioration de l'accès aux soins, vont tomber"

Dr. Bintou DEMBELE, Vice-Présidente au Conseil d'Administration de Coalition Plus, Directrice Générale d'ARCAD santé PLUS

Mettre en péril des systèmes de lutte contre les épidémies qui fonctionnent en associant d'une part, l'achat d'outils de préventions, de tests et de traitements et d'autre part les programmes de lutte pour les droits humains qui sont essentiels pour garantir l'accès à ces outils vitaux mènera à une hausse vertigineuse du taux de mortalité et du nombre de personnes infectées.

" L'approche Droits Humains n'est pas seulement la bonne chose à faire, ou une action altruiste à mener, mais elle est essentielle à tout investissement dans le domaine de la santé "

Alexandrina Iovita, Experte Droits humains, Fonds mondial

En plus du développement de nouvelles contaminations, plusieurs experts interrogés soulignent qu'elle favoriserait l'émergence de mutations des maladies et donc le développement des résistances aux traitements actuels, les rendant inefficaces et compromettant les avancées médicales.

Un scénario qui ouvrirait la voie à de nouvelles crises sanitaires mondiales, plus graves et imprévisibles que les précédentes. Il s'agirait d'une réaction en chaîne incontrôlable, aux conséquences humaines dramatiques et aux répercussions économiques lourdes.

DROITS HUMAINS EN DANGER, SANTÉ MONDIALE MENACÉE

Face au peu de moyens financiers à disposition, une compétition pourrait également émerger entre les différentes priorités d'investissement auprès des populations vulnérables. Cette approche contrainte nuit aux principes d'universalité et d'indivisibilité des droits humains, et conduit à mettre en concurrence des populations pour décider qui mérite le plus de vivre. Un choix absolument inacceptable qui desservira en premier les communautés les plus éloignées de l'accès aux soins.

Stigmatisation, discrimination et préjugés : barrières majeures à l'accès aux soins

En raison de croyances populaires profondément ancrées, du manque de sensibilisation, et de politiques répressives, les malades sont souvent stigmatisés, culpabilisés, voire accusés d'être responsables de leur état à cause de «mauvaises mœurs».

Laura, engagée dans le réseau RAJ+AOC Cameroun et vivant avec le VIH a été harcelée durant toute son adolescence. Kény, membre du réseau Grandir Ensemble Burundi et née avec le VIH, avait l'interdiction de partager ne serait-ce qu'un verre d'eau avec d'autres enfants. Dieu-donné, membre du réseau Grandir Ensemble au Togo, n'avait plus la possibilité de prendre la parole en classe à partir du moment où son professeur suspectait son statut sérologique. Ces stigmatisations génèrent honte et peur, créant un fardeau psychologique qui pousse les personnes à se cacher, et les éloigne de l'accès aux soins.

"Plus il y a de discriminations, plus il y a d'errance thérapeutique, et plus il y a de nouvelles infections"

Kény-Néilla ISHIMWE, Réseau Grandir Ensemble Burundi

Les proches des malades peuvent aussi subir des discriminations par ricochet, et être pointés du doigt, surtout chez les jeunes filles et les femmes, comme nous l'a expliqué Fanta, chargée de plaidoyer pour le réseau Grandir Ensemble au Mali. Ces discriminations par ricochet engendrent d'autant plus d'exclusion des malades au sein même de leur entourage. Une autre personne interrogée vivant avec le VIH, a par exemple dû renoncer à son mariage après quelques années, lorsque la famille de sa compagne a eu connaissance de son statut sérologique. Ces maladies impactent la stabilité sociale.

" Un homme a tout perdu car il avait la tuberculose. Il a été exilé de son village, de sa famille, sa femme l'a quitté et a pris les enfants avec elle "

Ani HERNA SARI, GFAN Speaker, Présidente de la Fondation Rekat Peduli Indonesia, une organisation TB Survivor

L'accès aux soins est d'autant plus complexe pour les femmes, et les populations clés (communauté LGBTQI+, travailleurs.ses du sexe, personnes détenues, minorités ethniques, etc.), dont les droits ne sont pas toujours garantis, et qui sont de fait particulièrement vulnérables aux maladies. Les personnes transgenres ont par exemple un taux de prévalence au VIH quatorze fois plus élevé que la population générale. Du fait de la promiscuité, la tuberculose a quant à elle une incidence 100 fois supérieure en prison, pour les personnes détenues. Et les personnes migrantes sont particulièrement exposées au paludisme.

La discrimination de ces personnes, voire la criminalisation de leur existence même, pousse les malades à faire des choix qui compromettent lourdement leur santé. Saro, militante transgenre vivant avec le VIH au Pakistan, explique qu'énormément de malades transgenres recourent à l'automédication. Dieu-donné partage le cas de plusieurs personnes qui préfèrent abandonner le combat contre la maladie en ne recourant plus aux traitements, en se laissant mourir, car cela représente moins de souffrance que de continuer à se battre dans une société qui les rejette constamment.

> ***“ Un pays qui ne comprend même pas votre existence, comment peut-il planifier votre santé ? ”***
>
> *Eudora OGECHUKWU, GFAN Speaker, Nigéria*

De façon générale, les femmes sont les premières impactées par ces coupes. Alors que leur santé est déjà particulièrement vulnérable du fait de diverses barrières sociales (en Afrique subsaharienne, 62% des nouvelles infections au VIH concernent les femmes) les coupes budgétaires fragilisent encore davantage leurs droits, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive.

Tendayi Westerhof, Directrice de la Pan African Positive Women's Coalition, a d'ailleurs souligné que l'arrêt des financements compromettait gravement l'objectif 2030 pour l'égalité entre les sexes.

Le recul généralisé des droits humains

Dans les pays du Sud comme du Nord, aucun État n'est épargné par l'influence réactionnaire qui se propage. Le récent rapport d'Amnesty International est formel : les droits humains reculent de manière significative. Nourris par la haine et l'exploitation des peurs, ce mouvement restreint l'espace civique, stigmatise voire diabolise les femmes, les groupes marginalisés, et les populations les plus vulnérables.

Les droits des femmes et des filles connaissent un retour en arrière particulièrement inquiétant. En Afghanistan où les Talibans s'emploient à faire disparaître les femmes de la vie publique notamment grâce à une série de décrets adoptés en 2023, au Brésil où le nombre de féminicides et de viols ont fortement augmenté depuis l'élection de Bolsonaro en 2018, aux États Unis où en juin 2022 la cour suprême a mis fin au droit à l'avortement au niveau fédéral, ou encore en 2020 en Pologne où le droit à l'avortement a encore été restreint.

Les communautés LGBTQIA+ subissent également ce retour en arrière : en 2023 la Russie adoptait une loi transphobe, l'Ouganda criminalise l'homosexualité la rendant passible de la peine de mort la même année.

En 2023, on comptait 62 pays dotés de loi criminalisant les relations sexuelles entre personnes du même sexe, dont 13 assorties de la peine de mort. Amnesty souligne dans son rapport que les atteintes au droit international humanitaire et l'augmentation des conflits (Israël, Ukraine, Soudan, Éthiopie, Myanmar…) participent également à une montée généralisée du racisme.

Le recul des droits humains exacerbe une situation déjà fragile et la santé des plus marginalisés sera la première impactée. Mais les contaminations ne connaissent pas de barrières, fussent-elles idéologiques, sociales, ou géographiques.

LA FRANCE FACE À SES RESPONSABILITÉS : UN CHOIX DÉCISIF POUR L'AVENIR DE LA SANTÉ MONDIALE ET DES DROITS HUMAINS

La nation des droits humains doit honorer son héritage historique

Historiquement engagée en faveur de la solidarité internationale, la France a été pionnière dans les initiatives de santé mondiale et s'est inscrite en tant que pilier dans le domaine. Elle demeure aujourd'hui le principal contributeur du Fonds mondial, après les États-Unis.

La nation mondialement reconnue comme protectrice des droits humains, a toujours défendu l'approche de santé publique qui s'attaque aux discriminations entravant l'accès aux soins. Cette approche figure d'ailleurs une fois de plus dans la stratégie française en santé mondiale 2023-2027.

Nous en connaissons les effets vertueux, et avons reconnu son efficacité : en défendant les droits humains dans un objectif d'amélioration de la santé des populations, non seulement la santé publique en bénéficie, mais les droits humains en sont d'autant plus renforcés.

> ***" On veut aller vers l'accès universel aux soins, comment peut-on l'atteindre en laissant des gens de côté ? "***
>
> *Dr. Bintou DEMBELE, Vice-Présidente au Conseil d'Administration de Coalition Plus, Directrice Générale d'ARCAD santé PLUS*

Le Président de la République française entend lutter contre l'internationale réactionnaire, et ainsi défendre les droits humains dans ce climat mondial menaçant. Pourtant, en 2023, en 2024 et, en 2025 l'APD française a été très sévèrement réduite.

À rebours de l'engagement d'Emmanuel Macron durant son premier mandat. C'est donc le moment de renforcer son implication en santé mondiale et de prioriser les interventions ayant le plus d'impact sur les conditions de vie des plus vulnérables.

Un virage encore possible : moment décisif pour la France d'assurer son rôle de défenseur des droits

La France porte une responsabilité particulière, car ses choix résonnent sur la scène internationale : sa mobilisation diplomatique connaît une forte capacité d'entraînement. Si la France entend réellement honorer son engagement contre les idéologies rétrogrades, ses décisions internationales doivent être en cohérence avec cette ambition.

La santé mondiale est également un enjeu crucial pour la sécurité internationale. Négliger son financement risquerait de précipiter un effondrement global. Dans un contexte de menaces sanitaires grandissantes, il serait irresponsable de sous-estimer l'importance de ces engagements pour le rôle de la France sur la scène internationale. Les décisions prises aujourd'hui auront des répercussions durables sur l'avenir du monde, et seul un engagement fort garantira une stabilité à long terme.

Dans un contexte de bouleversements mondiaux sans précédent, les choix stratégiques des États sur la scène internationale façonnent le cours de l'histoire. Voulons-nous être responsables d'un monde où les droits humains et la santé sont encore considérés comme des options ?

Ne pas investir dans la santé mondiale et les droits humains, c'est abandonner des millions de vies humaines. Les décisions prises aujourd'hui façonneront le monde de demain. Les coupes budgétaires actuelles auront un impact néfaste et durable si elles affectent la mobilisation pour la santé mondiale. Le choix est clair : s'engager pour un avenir où la santé et les droits humains sont universels, ou assister passivement à l'effondrement de tout ce qui a été accompli jusqu'ici. Nous exhortons la France à se tenir du bon côté de l'histoire en se réengageant à lutter contre les inégalités en santé plus que jamais menacées.

PERSONNES INTERROGÉES

Ani HERNA SARI, GFAN speaker, Présidente de la Fondation Rekat Peduli Indonesia, une organisation TB Survivor (Indonésie)

Après avoir survécu à la tuberculose et à la suite d'expériences traumatisantes, Ani rejoint un groupe de survivants et fonde une organisation locale à Surabaya, avant de devenir présidente de la fondation Rekat Peduli Indonesia. Elle a consacré sa carrière à renforcer la lutte contre la tuberculose en Indonésie et dans la région Asie-Pacifique, en particulier avec TB Women. En 2024, elle est devenue présidente du Global Tuberculosis Community Board (TB CAB) et membre du groupe consultatif communautaire du Medicines Patent Pool (MPP), dont le rôle est de fournir au MPP
des conseils sur la tuberculose. Ani est également impliquée en tant que GFAN speaker et travaille sous le financement du CFCS depuis 2022.

Eudora OGECHUKWU, GFAN speaker (Nigéria)

Eudora, militant.e intersexe nigé , lutte contre la discrimination et la marginalisation des communautés LGBTQ+ et des minorités sexuelles, auxquelles elle a été confrontée. Eudora défend leurs droits, notamment sur le lieu de travail et dans l'accès aux soins et services sociaux. Eudora a collaboré avec plusieurs organisations, telles que le Réseau africain pour le développement des adolescents (ANAYPD), WHER, ICARH, et est point focal au Nigéria de Women4GlobalFund. Membre du comité consultatif de Mama Cash et FRIDA, Eudora veut être une voix de soutien pour les minorités sexuelles au Nigéria en tant que GFAN speaker.

Saro IMRAN, GFAN speaker (Pakistan)

Après avoir survécu à des attaques transphobes, Saro s'engage pour les droits des personnes transgenres. Elle a créé un mouvement dans le sud du Pendjab, au Pakistan, pour défendre les droits humains, prévenir le VIH/SIDA et offrir des services de dépistage d'infections sexuellement transmissibles pour la communauté transgenre. Elle a également collaboré avec le programme de contrôle du sida du Pendjab pour fournir des soins et soutenir les personnes trans vivant avec le VIH. Saro a aussi travaillé sur des projets liés au Fonds mondial, en particulier sur la perspective de genre dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Dumi GATSHA, GFAN speaker (Burundi)

Dumi est une féministe et une militante des droits de l'homme qui travaille depuis plus de dix ans sur les questions liées au VIH et aux jeunes communautés LGBTQ+. Elle a fondé la Success Capital Organisation, un ancien sous-bénéficiaire du Fonds mondial qui offre des services de santé communautaire, de justice et d'orientation. En outre, elle a plaidé en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs, de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et de la philanthropie inclusive. Dumi a également travaillé comme consultante pour l'Alliance mondiale CIVICUS, #ShiftThePower UK, le PNUD Botswana, Sisonke Botswana et FrancisTrans Collective. Dumi siège aux conseils d'administration de SRHR Africa Trust, Womankind Worldwide, au comité directeur de UHC 2030 et au groupe de référence mondial de la société civile de l'initiative Spotlight.

LONSI TSAKOU Laura, Co-fondatrice du réseau RéCAJ+ (Cameroun)

Laura vit avec le VIH depuis sa naissance. Elle est la co-fondatrice du RéseauCamerounais des Adolescents et Jeunes Vivant avec le VIH (RéCAJ+). Elle est également une plaideuse formée dans le cadre du programme «Les Voix de la Lutte» coordonné par Impact Santé Afrique (ISA), qui vise à renforcer les capacités de communication et de plaidoyer d'une nouvelle génération de leaders dans la lutte contre le Paludisme, la Tuberculose et le VIH/sida en Afrique. Laura appartient depuis peu au conseil des jeunes du Fonds mondial.

Kossi Dieu-Donné AWOLOKOU-FIOTEKPOR, Réseau Grandir Ensemble (Togo)

Kossi Dieu-Donné vit avec le VIH depuis sa naissance. Aujourd'hui âgé de 24 ans, il est coach des pairs éducateurs au sein du Réseau Grandir Ensemble Togo, auquel il appartient depuis 2018 et pour lequel il a été ambassadeur. Il est également membre fondateur et membre du bureau exécutif du REAJIR+ Togo (Réseau des Enfants, Adolescents et Jeunes infectés Innovants pour le Renouveau). En outre, Kossi Dieu-Donné s'engage en tant que jeune promoteur des droits de l'enfant pour l'UNICEF Togo et supervise les pairs éducateurs du Fonds mondial.

Fanta (dite "Stella"), Formatrice en plaidoyer, et chargée de plaidoyer Réseau Grandir Ensemble (Mali)

Fanta est une jeune malienne vivant avec le VIH, elle s'engage aujourd'hui comme community manager et chargée de plaidoyer au sein de Grandir Ensemble.
Depuis 2016, Fanta est activement impliquée en tant que paire éducatrice, pour sensibiliser et soutenir les personnes vivant avec le VIH.

En 2021, elle a été élue membre titulaire et représentante de REMAP+ au Comité de Coordination Multisectorielle (CCM) du Mali. Elle a également occupé le rôle de représentante des jeunes au Conseil d'Administration de REMAP+. Plus récemment, elle a rejoint le comité de plaidoyer du Haut Conseil de Lutte contre le Sida où elle entend porter la voix de ses pairs et leurs priorités en termes de besoin.

Seydina Mouhamad BA, Président du réseau Convergence Jeunes, Membre Comité Directeur RAJ+AOC (Sénégal)

Seydina Mouhamad est né avec le VIH. Après des difficultés scolaires liées à sa sérologie, il arrête les cours pour se concentrer entièrement à lutte contre le VIH, et être un ambassadeur portant la voix des enfants,adolescents et jeunes vivant avec le VIH. Il travaille actuellement comme médiateur en santé, toujours dans le même but d'accompagner ses pairs.

Kény-Néilla ISHIMWE, Réseau Grandir Ensemble (Burundi)

Kény vit avec le VIH depuis sa naissance, ce qui l'a poussée à s'investir dans la lutte contre cette épidémie. En plus de ses études de droits, elle s'engage est aujourd'hui engagée comme jeune ambassadrice du réseau Grandir Ensemble Burundi. Kény est également paire éducatrice de la SWAA Burundi, une association pionnière dans l'intégration du genre dans la réponse nationale contre le VIH.

Dr. Amira HERDOIZA, Directrice Exécutive de la Corporation Kimirina (Équateur)

Médecin spécialiste en santé publique, Amira dirige la Corporation Kimirina depuis 2004, l'une des organisations à but non lucratif les plus performantes dans la lutte contre le VIH/SIDA et la protection des droits humains en Équateur. Kimirina œuvre depuis 25 ans pour la promotion de la santé globale et des droits sexuels et reproductifs de la communauté LGBTIQ+, des adolescents, des femmes et des personnes en situation de mobilité. Kimirina est membre de réseaux internationaux tels que Coalition PLUS International, Frontline AIDS et le réseau MoVIHmiento Saludable, et coordonne la plateforme Amériques et Caraïbes de Coalition PLUS. Elle collabore avec des agences telles que l'ONUSIDA, l'OPS/OMS, l'OIM, le ACNUR et le Fonds mondial, et entretient des partenariats avec les universités, les gouvernements et la société civile.

Dr. Bintou DEMBELE, Vice-Présidente au Conseil d'Administration de Coalition Plus, Directrice Générale de ARCAD (Mali)

Dr. DEMBELE est membre fondatrice d'ARCAD Santé PLUS, la première association au Mali dont l'objectif est la prise en charge médicale et psychosociale des personnes vivant avec le VIH. Elle est une militante engagée pour la visibilité des personnes infectées et leur acceptation par la communauté malienne. Actuellement Directrice Générale de ARCAD Santé PLUS, Dr. DEMBELE est titulaire de plusieurs titres honorifiques dont : Trophée Femme et Sida décerné par le PAM (1999) ; Ruban d'or du HCNLS (2007) ; prix Sidaction pour le meilleur acteur de la prise en charge communautaire (2008) ; Médaille de chevalier de l'ordre national du Mali (2008) ; Médaille de l'ordre de la Pléiade décerné par l'Assemblée Parlementaire de la francophonie (2009).

Dr. DINESH MAHALINGAM Harry - Public Health & Occupational Health Physician - SP Care Group, Malaysia

Le Dr Dinesh Mahalingam est un médecin spécialisé en santé publique et dirige actuellement une chaîne de cliniques de soins primaires et de services de soins de santé primaires en Malaisie appelée SP care group. Le Dr Dinesh Mahalingam a été nommé membre du groupe chargé d'élaborer la nouvelle politique de la Malaisie en matière de VIH sur le lieu de travail, en collaboration avec le département de la sécurité et de la santé, qui relève du ministère des ressources humaines. Par le biais d'un plaidoyer ministériel, il s'engage activement en faveur des droits des personnes vivant avec le VIH et de la réforme des politiques nationales. Membre du comité consultatif national de recherche de l'ONUSIDA en 2021, il a également été représentant de Coalition Plus et secrétaire général honoraire de la Fédération des associations de santé reproductive de Malaisie, où il dirige des programmes de sensibilisation à la santé à l'échelle nationale.

Alexandrina IOVITA, Conseillère Senior en Droits Humain, Fonds Mondial

Titulaire d'un doctorat en droit international et d'une maîtrise en santé publique, Alexandrina est une professionnelle du développement international avec plus de 20 ans d'expérience. Son expertise s'étend de la gestion de programmes à la réforme de la santé publique, des droits humains pour tous au suivi et à l'évaluation. Ayant travaillé au sein d'ONG, d'universités, des organes nationaux des Nations unies au siège, elle s'efforce de démanteler les barrières qui s'opposent aux droits humains au sein des programmes du Fonds mondial.

Nous contacter :

- Yann Illiaquer - Coordinateur analyse et plaidoyer, Action Santé Mondiale
  yilliaquer@ghadvocates.org
- Léo Deniau - Coordinateur du plaidoyer international, Aides
  ldeniau@aides.org
- Ines Alaoui, Responsable des politiques internationales de santé, Coalition plus
  ialaoui@coalitionplus.org
- Maé Kurkjian - Directrice du Plaidoyer, ONE
  mae.kurkjian@one.org
- Hélène Roger - Directrice Analyses et Plaidoyer, Sidaction
  H.Roger@sidaction.org
- Florent Maréchal - Directeur des Programmes, Solidarité Sida
  fmarechal@solidarite-sida.org

ACTION SANTÉ MONDIALE

AIDES Membre de la Coalition Internationale Sida

PLUS COALITION INTERNATIONALE SIDA

ONE

Sidaction ENSEMBLE CONTRE LE SIDA

Solidarité SIDA DES JEUNES CONTRE LE SIDA